ASSEMBLÉE NATIONALE

1er juillet 2020

BIOÉTHIQUE - (N° 2658)

Rejeté

SOUS-AMENDEMENT

N ° 1739

présenté par

M. Bazin

à l'amendement n° 1666 de Mme Dubost

ARTICLE 4

Compléter la première phrase du vingt-troisième alinéa par les mots :

« , en cas de rupture du pacte civil de solidarité ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le consentement doit également être privé d'effet en cas de rupture du pacte civil de solidarité entre les deux personnes demandant la réalisation d'une assistance médicale à la procréation. Bien que la cessation de la communauté de vie soit mentionnée comme cause privant d'effet le consentement, il est nécessaire de préciser expressément, dans un souci de clarté, que la rupture du PACS prive également d'effet le consentement à l'AMP.

Toute rupture de la relation entre les deux personnes ayant un projet parental doit empêcher la mise en œuvre d'une AMP en raison de l'intérêt supérieur de l'enfant : la rupture du couple quel que soit son statut juridique (mariage, PACS ou concubinage) entraîne la fin du projet parental.